

Demi-journée d'étude : Enjeux et limites du financement par prestations dans le domaine social

Date : Mercredi **30 mai** de 14h00 à 17h30

Lieu : Haute école de travail social et de la santé | EESP | Lausanne

Ch. des Abeilles 14 | CH - 1010 Lausanne, salle A 442

Entrée libre, sur inscription par courriel jusqu'au 15 mai : Antonin.Zurbuchen@eesp.ch

Organisée par [l'Association Pouvoir d'Agir](#) et la [HETS&Sa | EESP \(HES-SO\)](#), cette journée d'étude (ouverte à toute personne intéressée sur inscription) est une journée de réflexion et de débat collectifs sur le financement par prestations des institutions sociales privées (associations ou fondations). Relativement récent, ce modèle de financement fait suite à l'introduction des nouveaux préceptes de la nouvelle gestion publique (NGP) à la fin des années 1990, début des années 2000, modèle qui va de pair avec un changement important de fonctionnement du domaine du travail social. En effet, ce mode de financement repose sur l'évaluation des prestations délivrées selon des critères d'évaluation prédéfinis, visant à garantir leur pertinence, efficacité et qualité. Dans le domaine social, de nombreux acteurs pointent certaines dérives de ce mode de financement : mise en concurrence des institutions, précarisation des conditions de travail, contrôle accru des prestations et des professionnel-le-s, standardisation des pratiques et des attentes, effets « cascade » sur les bénéficiaires, etc.

Cette journée vise à récolter les points de vue des principaux acteurs concernés afin d'esquisser les contours d'une réflexion collective partant de constats issus « du terrain » : représentant-e-s de l'État, directions d'institution, professionnel-le-s et bénéficiaires ; mais aussi chercheur-e-s et enseignant-e-s actifs et actives dans le domaine du travail social. Ce temps d'échange permettra de réfléchir aux différents impacts du financement par prestations sur l'organisation institutionnelle, sur les professionnel-le-s, mais aussi sur les bénéficiaires et d'identifier les enjeux, les points forts et les limites de ce modèle de financement.

**Le débat sera introduit par une conférence du Professeur David Giaque de l'Université de Lausanne
« La gouvernance à distance ou la gouvernance par les indicateurs »**

suivi d'un temps d'échange structuré autour de 3 questions centrales :

- Comment a été implanté ce mode de financement dans les institutions, avec quels arguments, sous quelles formes et avec quelles résistances ?
- Avec quel impact sur les conditions de travail, sur les méthodologies d'intervention et les pratiques de travail, sur les projets collaboratifs, sur les valeurs du travail social, sur le « paysage » de l'action sociale, sur la durabilité (et la temporalité) des actions ?
- Quels sont les atouts et les limites d'un tel mode de financement pour les professionnel-le-s et les « client-e-s » du social ? Comment ce mode de financement impacte-t-il les relations tissées entre professionnel-le-s et bénéficiaires ?

Vous avez des choses à dire à ce sujet ? Un avis que vous aimeriez partager ? Des questions dont vous aimeriez débattre collectivement ? Envie de confronter votre point de vue ?

Nous nous réjouissons de vous entendre sur le sujet et vous attendons **le 30 mai à 14h !** Merci de vous inscrire auprès d'Antonin Zurbuchen, Chargé de recherche à la HETS&Sa | EESP (HES-SO) : Antonin.Zurbuchen@eesp.ch

Comité d'organisation : Natalie Benelli, Morgane Kuehni, Antonin Zurbuchen HETS&Sa | EESP (HES-SO), Peter Streckeisen ZHAW, Spartaco Greppi SUPSI, Alain Simon, Johanna Robinson, Julie Maillard, Christine Thérond, Virginie Detry, Gerard Adjewodo, Association Pouvoir d'Agir.

